Nouvelles d'Europe. Mai 2014. N° 1439

Quand les Etats-Unis abusent du dollar

François Vié. Chronique hebdomadaire d'actualité sur l'Union européenne. Diffusion sur Radio PFM (99.9)
Les chroniques peuvent être écoutées et lues sur nouvellesdeurope.com





Septembre 2014.

Les Etats-Unis sont la première puissance économique et militaire du monde. Pour cette raison, le dollar a la confiance des acteurs économiques et reste la monnaie dominante. Il constitue 62% des réserves mondiales de change. Il est utilisé dans 87% des échanges financiers, 81% du commerce mondial.

Les Etats-Unis abusent de cette situation. Ils exercent un véritable chantage sur les banques pour les mettre au service de leurs intérêts géostratégiques. Cela se constate dans l'affaire de la condamnation de la BNP, celle de la dette Argentine, l'application de la loi ACTA.

- La BNP a désobéi à un embargo sur les transactions en dollar, décrété par le gouvernement américain, avec certains pays : Soudan, Cuba, Iran. La justice américaine considère que ses mesures d'embargo doivent être respectées partout dans le monde, y compris par des entreprises non-américaines, opérant hors des Etats-Unis. Elle a menacé la BNP de lui interdire toute activité aux USA. La banque a dû accepter une amende record de 6.6 milliards d'euros, et de se soumettre aux autorités de supervision américaines.
- L'Argentine en 2001 avait restructuré massivement sa dette de 100 milliards de dollars en la dévalorisant de 70%. Un juge américain veut lui imposer de rembourser de vielles dettes, sans dévalorisation, à des fonds spéculatifs. Pour l'obtenir, il impose à des banques américaines, de ne pas exécuter les instructions de l'Etat argentin sur des fonds qui lui appartiennent.
- •L'ACTA est une loi qui a pour but de rechercher les revenus des résidents américains à l'étranger, pour les taxer. Pour cela la loi impose aux banques, gestionnaires d'actifs ou collecteurs d'épargne, de livrer ces informations sous peine de voir saisis 30% de leurs avoirs aux Etats-Unis.

Le problème posé est celui de l'extraterritorialité de la justice américaine. En principe, et cela a été dit par la Cours suprême des Etats-Unis, « le droit américain est à usage interne et les Etats-Unis ne doivent pas régir le monde entier » Mais, de fait, les Etats-Unis mettent le dollar au service de leurs intérêts politiques. Les Etats-Unis veulent imposer aux banques de collaborer dans la lutte contre l'évasion fiscale, la corruption ou le terrorisme. Cela crée un risque juridique majeur pour tous les organismes qui opèrent des transactions en dollars, même s'ils n'ont aucune activité aux Etats-Unis. Si un organisme financier dans le monde traite, même sans le savoir, avec un client final qui désobéit aux lois américaines, il risque d'être condamné au titre de lois anti-corruption ou sur les embargos. Michel Rocard dans une tribune récente, affirme que les Etats-Unis plutôt que de faire du dollar « une monnaie de transactions internationale assurant la sécurité des opérations pour tous ceux qui l'utilisent » ont choisi d'en faire « une monnaie américaine au profit des intérêts géopolitiques des Etats-Unis ».

Oue peut faire l'Europe?

Pour longtemps encore l'euro ne sera pas assez puissant pour concurrencer le dollar. Il ne représente actuellement que 24% des réserves mondiales et 20% des échanges commerciaux. Mais les autorités européennes doivent réfléchir aux moyens de faire contrepoids aux Etats-Unis. L'Euro est la seule grande monnaie dont le taux de change n'est pas piloté par une banque centrale. Les autorités européennes doivent prendre en compte la dimension politique de leur monnaie : avoir une politique de change, une représentation unique de la zone euro dans les organisations internationales, un régulateur bancaire européen assez fort capable pour dialoguer d'égal à égal avec les Américains.

Un autre moyen est prévu par le Traité de Lisbonne. Il s'agit de la création d'un «Parquet européen» qui pourrait poursuivre, selon les termes du Traité, «les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union», qu'elles soient commises en Europe ou, pourquoi pas, hors d'Europe. Il y aurait là l'outil juridique capable de contrer les Américains.

Les Européens ont les moyens d'éviter les abus du pouvoir des Etats-Unis conférés par le dollar. Il ne leur manque que la volonté politique.